

Le quatrième rapport du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat), publié en 2007, laisse peu de doutes sur la responsabilité des activités humaines dans le changement climatique observé.

D'ici à la fin du XXI<sup>ème</sup> siècle, l'augmentation globale de la température moyenne à la surface du globe sera comprise entre 1,1°C et 6,4°C, suivant les différents scénarios d'émissions de gaz à effets de serre étudiés (dépendant des évolutions démographiques, des développements technologiques et de facteurs socio-économiques). La fourchette la plus probable va de 1,8°C à 4°C. Le fait que les projections aboutissent à une fourchette large de réchauffement est mal interprété par certains, qui au nom de l'imprécision et de l'incertitude, mettent en doute le sérieux du travail du GIEC. La démarche est scientifique, impartiale et consensuelle.

Le changement climatique en cours est irréversible du fait de la durée de vie dans l'atmosphère des gaz à effet de serre (GES) massivement émis depuis le début de l'industrialisation. Pour ne citer que lui, le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) persiste en moyenne 125 ans dans l'atmosphère. Les marges de manœuvre sont au nombre de deux : on peut réduire l'importance du phénomène (tendre au bas de la fourchette) : on peut réduire sa vitesse et favoriser ainsi l'adaptation des écosystèmes et des humains.

**Les conséquences sanitaires** attendues du changement climatique sont actuellement étudiées dans une perspective mondiale avec le souci de réduire les injustices. En effet, les pays industrialisés ayant le plus contribué à l'émission des GES ne seront pas les plus affectés par ses conséquences. Paieront le prix fort les pays moins développés d'Afrique et d'Asie habituellement touchés par les phénomènes climatiques tels que sécheresses ou inondations et dépourvus de systèmes de santé performants. Les effets potentiels du changement climatique sur la santé de la population mondiale sont en cours d'évaluation, l'objectif étant double :

- réduire la vulnérabilité des populations par des actions d'adaptation « de fond »,
- développer une capacité de réaction immédiate en cas d'événement critique.

Le changement climatique affectera la santé des populations directement et indirectement.

**Les menaces directes** sont liées à une augmentation de la fréquence et de l'ampleur des événements climatiques extrêmes. Selon la zone géographique, ce sont :

- les vagues de chaleur (pour mémoire, près de 14 000 décès ont été imputés à celle de 2003 en France),
- les sécheresses et incendies,
- l'augmentation des précipitations et les inondations,
- les tempêtes et cyclones.

Ces événements sont directement à l'origine de décès (par accident ou aggravation de maladies) mais ont aussi des **effets indirects** sur la santé :

- insécurité alimentaire accrue (moindre fertilité des sols, perte des élevages, etc.),
- et augmentation des maladies infectieuses (en particulier épidémies favorisées par les mauvaises conditions d'hygiène et de nutrition).

Les autres effets indirects très probables (et qui concernent plus les pays développés) sont :

- une **augmentation des maladies allergiques due aux pollens**, la cartographie de la répartition des végétaux allergisants se modifiant et le réchauffement climatique induisant une pollinisation plus précoce et plus prolongée,
- une **diffusion des maladies infectieuses à vecteurs**, en particulier dues aux insectes dont l'aire de répartition se modifie aussi (paludisme, dengue, fièvres « tropicales »).

*Dr Laurence Mir*

*Membre de la Société Française de Santé et Environnement*